



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr. générale
13 novembre 2003
Français
Original: anglais

Assemblée générale

Cinquante-huitième session

Points 71, 72, 73 a), c), d), f), p), q), s), t), x) et z)
et 74 f)

**Conclusion d'arrangements internationaux efficaces
pour garantir les États non dotés d'armes nucléaires
contre l'emploi ou la menace de ces armes**

Prévention d'une course aux armements dans l'espace

**Désarmement général et complet : notification
des essais nucléaires; réduction des armements
nucléaires non stratégiques; vers un monde exempt
d'armes nucléaires : nécessité d'un nouvel ordre du jour;
promotion du multilatéralisme dans le domaine
du désarmement et de la non-prolifération;
mise en oeuvre de la Convention sur l'interdiction
de l'emploi, du stockage, de la production
et du transfert des mines antipersonnel et
sur leur destruction; transparence dans le domaine
des armements; maîtrise des armes classiques
aux niveaux régional et sous-régional;
désarmement nucléaire; réduction du danger nucléaire;
Conférence des Nations Unies chargée de trouver
les moyens d'éliminer les dangers nucléaires
dans le contexte du désarmement nucléaire**

**Examen et application du Document de clôture
de la douzième session extraordinaire
de l'Assemblée générale : Convention sur l'interdiction
de l'utilisation des armes nucléaires**

Conseil de sécurité

Cinquante-huitième année

**Lettre datée du 11 novembre 2003, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent du Chili auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

Le Chili assurant d'octobre 2003 à octobre 2004 la présidence du Code international de conduite contre la prolifération des missiles balistiques, également connu sous le nom de Code de conduite de La Haye, j'ai l'honneur de vous faire



tenir ci-joint une lettre du Ministre chilien des relations extérieures faisant état des activités actuellement menées dans le cadre du Code de conduite de La Haye et des résultats de la deuxième réunion ordinaire des États signataires tenue à l'Organisation des Nations Unies, à New York, les 2 et 3 octobre 2003 (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de la cinquante-huitième session de l'Assemblée générale, au titre des points 71, 72, 73 a), c), d) f), p), q), s), t), x) et z) et 74 f), et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(*Signé*) **Heraldo Muñoz**

**Annexe à la lettre datée du 11 novembre 2003, adressée
au Secrétaire général par le Représentant permanent
du Chili auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Lettre datée du 5 novembre 2003, adressée au Secrétaire général
par le Ministre chilien des relations extérieures**

[Original : espagnol]

J'ai l'honneur de vous adresser la présente lettre au nom des 109 États signataires du Code international de conduite contre la prolifération des missiles balistiques, également connu sous le nom de Code de conduite de La Haye, le Chili assurant la présidence pendant un an de cette nouvelle entité politique multilatérale dans le domaine de la sécurité internationale et du désarmement.

Comme vous l'a fait savoir le Ministre des affaires étrangères des Pays-Bas le 30 janvier 2003, le Code de conduite de La Haye (dont le texte a été distribué sous la cote A/57/724), a été ouvert à la signature à La Haye le 25 novembre 2002 à l'issue d'un processus d'examen et de négociation auquel pouvaient participer tous les États préoccupés par la prolifération des missiles balistiques capables de servir de vecteurs à des armes de destruction massive. J'ai le plaisir de signaler que les signataires comptent des États appartenant à tous les groupes régionaux reconnus par le système des Nations Unies, dont 47 membres ou observateurs du Mouvement des pays non alignés.

Les États signataires du Code, résolument attachés à la Charte des Nations Unies, ont entrepris de faire face aux menaces contre la sécurité que fait peser la prolifération croissante des missiles balistiques capables de servir de vecteurs à des armes de destruction massive. Leur objectif est de contenir et de prévenir la prolifération des missiles balistiques capables de servir de vecteurs à des armes de destruction massive – à la fois aux plans régional et mondial – grâce à des efforts déployés aux niveaux multilatéral, bilatéral et national. Le Code de La Haye ne contient toutefois pas une liste exhaustive des ripostes possibles face à ces menaces et, en tant que mécanisme politique, peut coexister avec d'autres initiatives et dispositifs à vocation multilatérale poursuivant le même objectif.

Le Code de conduite de La Haye est un instrument normatif de caractère politique. Les obligations qui y sont énoncées ont un caractère contraignant et visent, entre autres, à renforcer et promouvoir l'universalité de l'ensemble des instruments et mécanismes multilatéraux de désarmement et de non-prolifération, comme il est expressément indiqué au paragraphe 2 de son dispositif qui définit les principes généraux de cet instrument.

Le Code a pour objet de promouvoir la sécurité internationale par des moyens politiques et diplomatiques, et les mesures de transparence énoncée au paragraphe 4 constituent la contribution concrète que les États signataires apportent à l'action menée pour accroître la confiance à l'échelon international.

Les mesures de transparence et de confiance dont la mise en oeuvre est prévue par le Code de conduite de La Haye consistent a) à diffuser des informations sur les programmes de mise au point de missiles balistiques et de lanceurs spatiaux non récupérables pouvant exister dans les États signataires et b) la notification préalable des lancements et vols d'essai des missiles balistiques et des lanceurs spatiaux

prévus dans le Code. Ces mesures de confiance n'en excluent pas d'autres dont les États signataires pourraient être précédemment convenus ni celles qu'ils pourraient définir ou promouvoir au niveau régional ou bilatéral.

Parallèlement, les États signataires se sont engagés à faire preuve de la plus grande retenue en matière de conception, d'essais et de développement de missiles balistiques capables de servir de vecteurs à des armes de destruction massive et, si possible, réduire les stocks nationaux de ces missiles, dans l'intérêt de la paix et de la sécurité internationales.

Les États signataires se sont également engagés à faire preuve de la vigilance voulue afin d'éviter que l'assistance et la coopération technique ne contribuent – fût-ce par inadvertance – à promouvoir des programmes de lanceurs spatiaux associés à la mise au point d'armes de destruction massive.

Sans préjudice de ce qui précède, les États signataires adhèrent à la Déclaration des Nations Unies sur la coopération internationale en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace au profit et dans l'intérêt de tous les États, adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution 51/122, datée du 13 décembre 1996.

De même, les signataires conviennent que les États ne doivent pas être privés de la possibilité de tirer parti de l'utilisation de l'espace à des fins pacifiques.

Le Code a créé un secrétariat permanent, le point de contact, assuré par le Gouvernement autrichien, par l'intermédiaire de son Ministère des affaires étrangères à Vienne.

Les États signataires du Code de La Haye ont tenu leur deuxième réunion ordinaire à New York les 2 et 3 octobre 2003 en marge des travaux de la Première Commission. Cette réunion a été précédée d'un séminaire de vulgarisation également organisé à New York par la présidence sortante, lequel a permis de faire connaître les buts, objectifs et mécanismes de cet instrument et d'inviter aussi une nouvelle fois les États qui ne l'avaient pas encore fait à y souscrire.

Au cours de leur deuxième réunion ordinaire, les États signataires :

- a) Ont pris note avec satisfaction de l'accroissement du nombre des États signataires;
- b) Ont tenu un débat très intéressant sur la normalisation et l'amélioration qualitative des déclarations annuelles et des notifications préalables de lancement de missiles balistiques et de lanceurs spatiaux en vue d'améliorer encore ces mesures de transparence;
- c) Sont convenus d'un mécanisme propre à assurer la diffusion rapide des communications envoyées dans le cadre des mesures de renforcement de la confiance; et
- d) Ont arrêté d'un commun accord une stratégie de coopération au sein des Nations Unies, prévoyant, entre autres, la communication du présent rapport d'activités et l'envoi au Secrétariat de l'ONU d'une invitation à participer en qualité d'observateur spécial à la troisième réunion ordinaire des États signataires qui aura lieu en 2004, et dont la date et le lieu restent à déterminer.

Le Code de conduite de La Haye a donc achevé une première étape de consolidation pour entrer dans une phase de développement progressif de ses mécanismes et instruments politiques suivant des critères souples.

En conclusion, je tiens à vous faire savoir que les États signataires ont décidé de soumettre le présent rapport tant en raison de leur vocation multilatérale que dans un esprit de transparence, soucieux d'établir au plus tôt des liens de coopération étroite avec l'Organisation des Nations Unies.

(Signé) María Soledad **Alvear Valenzuela**
